

**ALLOCUTION D'ELISABETH HUYBENS,
DIRECTRICE DES OPERATIONS DE LA BANQUE MONDIALE AU CAMEROUN**

**Rencontres d'apprentissage par les pairs pour les pays francophones et lusophones
d'Afrique de l'ITIE**

Yaoundé, 28 novembre 2017

Monsieur le Ministre des Finances,

*Monsieur le Ministre de l'Industrie, des Mines et du Développement
Technologique,*

*Monsieur le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du
Territoire,*

Monsieur le Ministre de la Communication,

Mesdames et Messieurs les représentants des pays mettant en œuvre l'ITIE,

*Mesdames et Messieurs les représentants des Partenaires Techniques et
Financiers,*

Mesdames et Messieurs les représentants du secteur privé,

Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile,

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

C'est pour moi un réel plaisir de participer ce matin à la rencontre d'apprentissage par les pairs de plus de dix pays francophones et lusophones d'Afrique de l'ITIE.

Le thème clé de cet atelier aujourd'hui est d'apprendre les voies empruntées par les pays de l'ITIE pour convertir les données des divulgations ITIE et les recommandations de l'ITIE en contributions pour les décideurs politiques afin de renforcer la responsabilité et la gouvernance des ressources pétrolières et minérales. L'atelier abordera également les enjeux liés à l'intégration de l'ITIE dans les systèmes nationaux communément appelé « Mainstreaming ».

La Banque soutient l'initiative ITIE depuis sa création en 2012 et appuie des activités d'assistance technique et financière aux pays ayant adopté la Norme, et en soutenant les activités d'échange de savoirs sur l'ITIE au plan mondial.

Au-delà de l'ITIE, le portefeuille de la Banque mondiale dans le secteur des industries extractives est en croissance et se situe en moyenne aux alentours de 880 millions de dollars. Et si les tendances à la hausse des prix des produits de base persistent, la Banque mondiale voit une excellente opportunité de continuer à s'engager avec les clients pour stabiliser le secteur et approfondir les réformes,

notamment en soutenant l'ITIE et la bonne gouvernance d'une manière plus générale.

Ce financement de la mise en œuvre de l'ITIE par la Banque mondiale est attribué à 30 des 49 pays éligibles à l'ITIE. Si l'on prend en compte l'appui financé par la Banque mondiale pour les réformes politiques et sectorielles dans le secteur extractif en général, la Banque est active dans 41 des 49 pays éligibles à l'ITIE.

L'ITIE est un élément important pour la Banque mondiale dans son engagement dans le secteur extractif. Nous reconnaissons les contributions ultimes du processus ITIE au niveau des pays à la réduction de la pauvreté et l'atteinte d'une prospérité partagée. Nous reconnaissons également le rôle pionnier joué par l'ITIE à la création d'espaces de participation pour les acteurs de la société civile et cadres multipartites incluant gouvernement, société civile et secteur privé.

Globalement, l'ITIE a connu d'importants développements: - le nombre de pays mettant en œuvre augmente et, parallèlement, - la norme ITIE est allée bien au-delà de la divulgation initiale des revenus et aspire aujourd'hui à contribuer activement à des réformes sectorielles plus larges dans nos pays partenaires. Nous nous félicitons du consensus croissant sur la nécessité d'intégrer la transparence dans les structures d'élaboration des politiques publiques ainsi que dans le flux des données sectorielles, de la gestion nationale des finances publiques, de la fiscalité et des systèmes d'information budgétaire.

La Banque soutient ces efforts à travers le " Extractives Global Programmatic Support (EGPS) Multi-Donor Trust Fund" qui demeure le principal instrument de financement de l'ITIE. Mais comme vous le savez si bien, cet instrument n'est pas en mesure de couvrir les besoins croissants de financement posés par la nouvelle Norme ITIE de plus en plus exigeante. Pour mettre en œuvre et respecter la nouvelle Norme ITIE, on peut s'attendre à ce que les pays exigent un engagement international substantiel dans un avenir prévisible, probablement bien au-delà des contributions actuelles des donateurs. La Banque mondiale voit un risque qu'un nombre croissant de pays ne satisfassent pas aux exigences en raison d'un manque de financement interne, alors que le soutien des institutions financières internationales et de la communauté des bailleurs de fonds diminue. Ce contexte pourrait conduire à un nombre croissant de «décrocheurs» et, à terme, à un affaiblissement du processus global de l'ITIE lui-même. Voici bien un risque dont nous sommes tous conscients.

La Banque mondiale, pour sa part, intensifiera ses efforts pour mobiliser le financement des donateurs. Dans le même temps, nous continuerons d'appliquer des critères de sélection rigoureux et de faire des choix stratégiques parmi les propositions de projets afin de maximiser l'impact et de mieux cibler les pays sélectionnés.

Monsieur le Ministre,

Mesdames et Messieurs,

La voie à suivre doit donc être celle qui consisterait à intégrer le processus ITIE dans les réformes sectorielles plus larges. C'est dans ce contexte de réforme sectorielle plus vaste que la Banque mondiale voit la possibilité d'aider les pays à intégrer les normes de transparence de l'ITIE dans les structures locales, les systèmes et les processus nationaux. Notre engagement dans un tel cadre ne sera toutefois possible que si les gouvernements donnent une certaine priorité au secteur extractif dans leurs cadres de partenariat avec la Banque mondiale.

L'ITIE n'est généralement pas intégré à la stratégie et à l'élaboration de politiques pour le secteur extractif ou les finances publiques or la déconnection de l'ITIE aux principaux systèmes d'élaboration de politiques ou de systèmes nationaux, pose des questions quant à sa viabilité à long terme. Il s'agira alors pour sa durabilité à long terme (et un moindre recours au financement des donateurs), d'opter pour une intégration qui fasse que les exigences et les divulgations ITIE sont intégrées dans les systèmes de gestion financière publique et sectorielle.

Nous espérons donc que cette rencontre permettra aux participants des pays francophones et lusophones d'échanger sur les défis et les bonnes pratiques en

matière de mise en œuvre de l'ITIE et que vous porteriez une attention particulière aux défis et bénéfices de l'intégration de l'ITIE.

Nous souhaitons remercier tout particulièrement le Secrétariat international de l'ITIE, l'équipe de la Banque mondiale et le fonds fiduciaire «EGPS» géré par la Banque mondiale pour avoir rendu possible cet événement régional d'apprentissage.

Je voudrais traduire, Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs, la disponibilité de la Banque mondiale et de ses spécialistes à accompagner les efforts du Cameroun et des pays ici présents dans efforts de reformes du secteur extractif.

Je vous remercie pour votre aimable attention.